

**Sciences économiques et sociales**  
**Epreuve composée. Sujet B – EC3 / Structure sociale**

Cette épreuve comprend trois parties :

~~Partie 1 – Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.~~

~~Partie 2 – Étude d'un document : il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.~~

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire :

Il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement et une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

---

### Partie 3 : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

**Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'approche en termes de classes sociales n'est pas toujours pertinente pour rendre compte de la société française d'aujourd'hui.**

#### DOCUMENT 1

**Salaires mensuels nets moyens en EQTP<sup>1</sup> dans le secteur privé selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle en 2017**

Catégorie socioprofessionnelle	Salaire mensuel net (en euroscourants)			Différence de salaire (F- H)/H (en %)
	Femme (F)	Homme (H)	Ensemble	
Cadres <sup>2</sup>	3574	4392	4103	- 18,6
Professions intermédiaires	2145	2450	2311	-12,4
Employés	1628	1734	1662	-6,1
Ouvriers	1536	1785	1742	-13,9
<b>Ensemble</b>	<b>2069</b>	<b>2488</b>	<b>2314</b>	<b>-16,8</b>

1 : EQTP : salaires en équivalent temps plein.

2 : y compris chefs d'entreprise salariés.

Champ : France hors Mayotte, salariés en EQTP du secteur privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation depuis 2011. Sont exclus les apprentis, les stagiaires, les salariés agricoles et les salariés des particuliers employeurs.

Source : d'après INSEE, déclarations annuelles de données sociales (DADS) et déclarations sociales nominatives (DSN), 2020.

## DOCUMENT 2

L'article [...] a entraîné des débats acharnés entre les tenants de la « mort des classes » et ceux du « futur prometteur de l'analyse en termes de classe » [...]. L'idée des premiers est que les « classes sociales » sont des agrégats<sup>1</sup> de moins en moins cohérents et à l'appartenance desquelles s'associent de moins en moins de comportement particulier. On a vu que l'immobilité sociale avait diminué au cours du temps. La conséquence est qu'en dehors des agriculteurs, aucune catégorie socioprofessionnelle ne peut être considérée comme un groupe clos. Ainsi, moins d'un quart des membres de la catégorie des « cadres supérieurs » auront été élevés dans cette catégorie et un cinquième sont des ouvriers. [...]

L'analyse des sociétés occidentales organisées en classes sociales est remise en cause d'un autre point de vue. C'est l'idée que celles-ci sont en fait de plus en plus structurées par des formes d'individualisation ou d'individualisme. [...] L'individualisation correspond à l'idée que les individus auraient de plus en plus la possibilité et le désir, voire l'obligation, de choisir leur façon de vivre, leurs pratiques culturelles et leurs orientations de valeur, indépendamment de déterminations – liées notamment à leur éventuelle appartenance de classe – qui, auparavant, s'imposaient à eux sans qu'ils en aient conscience et faisaient correspondre des styles de vie et des pratiques culturelles à des groupes sociaux bien différenciés. Le développement de l'individualisation des modes de vie et des valeurs, s'il était avéré, affaiblirait évidemment le pouvoir de structuration des comportements par d'éventuelles appartenances de classes. L'homogénéité interne de celles-ci serait remise en cause par l'apparition de styles de vie divers choisis par les individus.

Source : Michel FORSÉ, Olivier GALLAND, Yannick LEMEL, « La stratification sociale et les inégalités », in *La société française*, 2011.

1 : ensemble d'éléments.

## DOCUMENT 3

### Évolution de la répartition du niveau de diplôme selon le niveau de qualification (en %)

		Employés qualifiés	Employés non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Ouvriers non qualifiés	Ensemble
1982- 1984	Diplôme du supérieur (bac + 3 ou plus)	2	0	0	0	6
	Bac + 2	4	0	1	0	7
	Bac, brevet professionnel ou équivalent	16	3	3	2	10
	CAP <sup>1</sup> , BEP <sup>2</sup> ou autre diplôme équivalent	34	18	38	22	25
	Aucun diplôme, CEP <sup>3</sup> ou brevet des collèges	44	79	58	76	52
	<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
2012- 2014	Diplôme du supérieur (bac + 3 ou plus)	9	3	2	3	21
	Bac + 2	17	5	5	4	16
	Bac, brevet professionnel ou équivalent	31	16	17	16	19
	CAP, BEP ou autre diplôme équivalent	28	34	47	34	25
	Aucun diplôme, CEP ou brevet des collèges	15	42	29	43	19
	<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Champ : actifs occupés de France métropolitaine ayant terminé leurs études initiales.

Source : d'après enquêtes Emploi, INSEE, moyenne annuelle sur les années 1982 à 1984 et 2012 à 2014, janvier 2017.

1 : CAP : Certificat d'aptitude professionnelle.

2 : BEP : Brevet d'études professionnelles.

3 : CEP : Certificat d'études primaires

## **Pistes de correction**

### **Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)**

**Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez en quoi l'approche en termes de classes sociales n'est pas toujours pertinente pour rendre compte de la société française d'aujourd'hui.**

#### Exploitation possible des documents :

Document 1 - Le document montre que le % de diplômés augmente depuis 1982- 1984 parmi les employés et les ouvriers.

- Cela traduit un accroissement des distances intra groupes sociaux, lesquels sont désormais moins homogènes du point de vue du niveau de diplôme.

- Dans la catégorie « ouvriers qualifiés » et « employés non qualifiés », la part des diplômés de niveau supérieur et intermédiaire est proche.

Document 2 - La première partie du document évoque l'idée qu'il n'y a pas réellement de groupes sociaux fermés, mis à part les agriculteurs. Les frontières sont donc poreuses en lien avec les trajectoires sociales individuelles, ce qui contribue à un certain brassage des individus et à un brouillage des classes sociales.

- L'individualisation des pratiques sociales met à distance les déterminations en lien avec les appartenances de classe. Les styles de vie, qui faisaient l'homogénéité des groupes, tendent à se diversifier.

Document 3 - Le document met en évidence les inégalités salariales entre les femmes et les hommes, de l'ordre de 16,8 % en faveur de ces derniers. Ces inégalités sont plus fortes chez les cadres ou chez les ouvriers. Ceci permet de montrer qu'une analyse en termes de genre révèle des inégalités au-delà de celles que l'on appréhende à partir d'une approche en termes de classes sociales. Ces deux dimensions peuvent donc être articulées pour avoir une meilleure compréhension des inégalités et, d'une manière générale, rendre compte de la société française.

#### Raisonnement possible :

Le roman social du 19<sup>ème</sup> siècle met en lumière l'emprise de la position sociale sur les individus. Celle-ci semble les conditionner à l'image des personnages dans le roman *Germinal* de Zola. Karl Marx avait théorisé la notion de « classe sociale » montrant que la société, et même l'histoire de toute société, dans son ensemble, pouvait être perçue et comprise à travers le prisme des classes sociales. Pour Marx, le modèle capitaliste a fait émerger deux classes opposées, les bourgeois qui détiennent les moyens de production et les prolétaires dont la force de travail est exploitée par les bourgeois. Pour cet auteur les classes sociales sont déterminées par une certaine homogénéité des positions dans les différentes classes, une conscience d'appartenir à leur groupe social qui débouche sur un conflit de classe.

Cette lecture de la structure sociale s'est peut-être transformée depuis la Révolution industrielle. Ce que décrivait K. Marx au 19<sup>ème</sup> siècle est-il toujours d'actualité ?

Il semble qu'il y ait trois phénomènes responsables de la perte de pertinence de l'analyse en termes de classe sociale. Tout d'abord nous verrons qu'il y a eu un phénomène de moyennisation remettant en cause la pertinence de l'analyse en termes de classe sociale. Ensuite nous montrerons que le processus d'individualisation a fait diminuer le sentiment d'appartenance à une classe sociale ce qui rend le concept bien moins pertinent. Enfin, la classe sociale est bien moins pertinente car elle est concurrencée par d'autres lignes de fractures qui complexifient la stratification sociale.

La représentation marxiste d'une société bipolarisée est remise en question dans les années 1970. La baisse des inégalités socio-économiques accompagnée de l'homogénéisation des pratiques de consommation forme ce que l'on appelle la moyennisation. Elle consiste donc en la baisse des distances interclasses et la hausse des catégories sociales intermédiaires (classe moyenne). Elle est rendue possible car on observe une augmentation des emplois de cadres qui favorise la mobilité sociale des individus avec un rapprochement des styles de vie et des pratiques de consommation (document 1). Par exemple, l'ensemble des catégories sociales ont progressivement pu acquérir les biens de consommation durables comme une voiture, un téléphone portable, un ordinateur ou encore une télévision. Même les études et le diplôme sont devenus des pratiques et des biens qui se généralisent dans toutes les catégories sociales (document 3). Alors qu'entre 1982 et 1984, 52% des actifs occupés n'avaient pas de diplôme ou simplement le CEP ou le brevet des collèges, entre 2012 et 2014 cela ne concernait que 19% de la population active. Même quasiment un quart des ouvriers non qualifiés avaient au moins un diplôme de niveau bac entre 2012 et 2014 (document 3). La classe moyenne contribue alors à l'effacement progressif des barrières entre les classes sociales.

Si des inégalités sociales ont diminué c'est aussi le cas des inégalités économiques. La baisse de ces dernières est due à l'augmentation de la croissance économique et du besoin d'emplois de plus en plus qualifiés favorisant la mobilité sociale ascendante et l'apparition d'une fiscalité progressive au 20<sup>ème</sup> siècle, ainsi que le développement de l'Etat-providence à partir de la Seconde Guerre mondiale. L'assurance chômage et la sécurité sociale qui permettent à ceux qui ont cotisés d'avoir les moyens de maintenir leur niveau de vie notamment lors des risques sociaux (chômage par exemple). En ce qui concerne ceux qui n'ont pas cotisés ou ceux qui connaissent un chômage de longue durée, ils ont accès à un minimum grâce aux différentes allocations et aides qui permettent de maintenir les individus au sein de la société et éviter l'apparition d'une trop grande pauvreté en réduisant les inégalités entre les plus riches qui paient plus d'impôts et les plus pauvres qui reçoivent des revenus de transfert. Ainsi, la « classe en soi » décrite par Karl

Marx, qui se caractérise par des individus ayant une position similaire dans le système productif et un mode de vie lui aussi similaire, semble ne plus vraiment être pertinente car de plus en plus d'individus ont une position moyenne et des modes de vie semblables. Le concept de classe sociale perd alors de sa pertinence pour analyser la société française actuelle.

Si la classe en soi devient moins pertinente, la « classe pour soi » semble également perdre son sens. Ce concept de Karl Marx désigne une classe sociale où les individus ont conscience de leur position dans l'espace sociale et savent qu'ils ont des intérêts antagonistes aux autres classes sociales ce qui les mènera à défendre leurs intérêts par un « conflit de classe ». Cependant, on observe que la part des individus ayant conscience d'appartenir à la classe ouvrière et à la bourgeoisie ne fait que diminuer. La baisse de l'identification subjective de classe de la classe ouvrière est parallèle au recul du Parti communiste français et du syndicalisme. Les mutations économiques mènent à la disparition des bastions industriels. Le nouveau mode d'organisation du travail instaure l'individualisation et fait obstacle aux solidarités ouvrières du fait de la précarisation du travail dans un contexte de chômage élevé qui mène à la concurrence des ouvriers entre eux. Les horaires atypiques et la gestion individuelle des carrières déstructurent les collectifs de travail. On observe de nouvelles catégorisations sociales, la question sociale qui opposait les bourgeois aux prolétaires est reléguée au second plan, « tout se passe comme si les identités sociales étaient de moins en moins capables de cerner notre singularité » (document 2). L'individualisation se développe dans l'ensemble de la société, les individus ont le sentiment d'être de plus en plus responsables de leur position dans l'espace social sans prendre en compte leur environnement social, leur appartenance à des structures sociales qui les dépassent comme leur classe. Ils sont de plus en plus libres, détachés de ces structures. Comment alors penser les classes comme Marx pouvait le faire dans une vision réaliste si celles-ci n'ont plus de sens et ne peuvent être éprouvés par l'expérimentation. Il ne resterait que les classes moyennes qui seraient significatives comme le suggère H. Mendras avec sa présentation d'une large « constellation centrale », une société en forme de toupie et non plus en forme de sablier. Les « classes » sont-elles réellement des classes ou des catégories, des « constellations ». On emploie fréquemment le pluriel, « les classes moyennes », c'est bien qu'elles ne forment pas une unité comme la classe ouvrière ou la bourgeoisie, qu'elles n'ont pas d'intérêts commun et qu'elles sont divisées, d'où l'idée que le concept de classe sociale ne les désigne pas vraiment et n'a donc alors que peu d'intérêt pour analyser la société actuelle.

Enfin, une lecture de la structure sociale en terme de classe sociale est remise en question du fait de la multiplicité des facteurs de fracturation de la société française actuelle. Ainsi, la classe sociale est devenue un facteur insuffisant pour analyser la hiérarchisation de l'espace social mais cela ne semble pas totalement nouveau. Max Weber distinguait dès le début du 20ème siècle l'importance de l'ordre économique aux côtés de l'ordre social et de l'ordre politique. De nos jours, on peut mentionner le genre qui est un facteur puissant de différenciation (inégalités de salaire, répartition des tâches domestiques, accès aux fonctions de représentation politique). Une analyse par le genre de la stratification sociale permet de voir des fractures entre les hommes et les femmes qui restent invisible quand on ne prend en compte que la classe sociale. Il s'agit des analyses cherchant à articuler rapport de genre et rapport de classe sociale. Dans cette perspective, les rapports sociaux de genre apportent des informations supplémentaires à l'analyse de la stratification sociale. De plus l'origine ethnique, est également une ligne de fracture permettant d'identifier des distances intraclasse. Nous pouvons aussi évoquer l'âge et la génération pouvant aussi jouer dans ce sens. Aussi, les groupes socioprofessionnels sont de moins en moins homogènes concernant le mode de vie. Le lieu de résidence suggère une identification subjective et donc une augmentation des distances intraclasse. Par exemple, au sein des catégories populaires les individus vont bien souvent se distinguer en fonction de leur lieu d'habitation et mettre en avant le critère de l'origine ethnique, de l'âge (etc). Les habitants des grands ensembles péri-urbains qu'on appelle généralement banlieue et ceux des espaces ruraux populaires n'auront pas le sentiment d'appartenir à la même classe sociale et pourtant objectivement leur condition de vie et leur mode de vie sont relativement similaire. Pour autant, il n'est pas question de solidarité, il n'existe pas de sentiment d'appartenir à la même classe et de défendre des intérêts communs. L'analyse en termes de classe sociale de la stratification sociale ne nous permettrait pas de voir ces clivages.

L'approche en termes de classe sociale semble bien ne plus être pertinente pour analyser la stratification sociale de la société française actuelle. La moyennisation, l'individualisation et l'apparition de distances intraclasse semblent être trois phénomènes socio-économiques remettant en cause la logique des classes sociale.

Pour autant, le récent mouvement des « Gilets Jaunes » a su raviver des tensions entre des personnes dominées et des dominants représentés par le « Président des riches », Emmanuel Macron. Comme si les classes dominées étaient resurgis d'un long sommeil, comme si la moyennisation n'arrivait plus depuis quelques années à rendre les niveaux de vie moyens, comme si la mobilité sociale que la France avait connue durant les « Trente glorieuse » s'était grippée pour les générations suivantes. Doit-on alors reconsidérer aujourd'hui et dans le futur les classes sociales comme un objet d'analyser qui redevient pertinent ou qui le redeviendra ?